

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 019850/KKP relatif au projet **de boisement de terres agricoles, d'une surface de 49,6 ha sur la commune de Bruz (35), déposé par la société civile immobilière LES LOGES**, reçu le 22 juin 2026 et considéré complet le 06 juillet 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°47-c) : « Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- boisement de terres agricoles sur une surface cadastrale totale de 49 ha 62, avec une surface réellement plantée de 42 ha 84 et 6 ha 78 non boisés de bordures périphériques, haies et zones humides ;

- les travaux incluent trois types de boisements : chêne sessile et essences secondaires (16 ha 56), pin maritime (16 ha 77), et noyer noir d'Amérique (9 ha 51), avec des densités de plantation adaptées aux essences.

Considérant la localisation de ce projet :

- en zones N, A et 2 AU du PLUi Rennes Métropole approuvé le 18/12/2025 ;
- avec une zone humide de 0,50 ha identifiée et deux petites zones humides de 625 m² et 400 m² délimitées par sondages pédologiques ;
- sur une zone en partie traversée par un gazoduc ;
- à proximité du château des Loges, non classé ;
- à 8,5 km du site Natura 2000 le plus proche.

Considérant que :

- les haies et talus boisés existants seront conservés ;
- les bordures périphériques et les haies ne seront pas boisées en préservant une bande de 6 m de part et d'autre, ainsi qu'une bande de 10 m autour d'un fossé ;
- le projet évite le gazoduc ;
- les zones humides seront localisées de façon précise afin de ne pas être boisées ;
- les travaux de girobroyage seront réalisés en dehors des périodes de nidification et que aucun traitement chimique ne sera utilisé ;
- les protections contre les chevreuils (grillage périphérique permettant le passage de la petite faune pour le chêne sessile, répulsif pour le pin maritime, protections individuelles pour le noyer noir) seront mises en place, avec un retrait du grillage après 8 à 10 ans.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **boisement de terres agricoles, d'une surface de 49,6 ha sur la commune de Bruz (35)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de

l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie à la Préfète du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Éric
Le mercredi 22 juillet 2026